



L'avenir de la profession enseignante

Document d'information

Atelier consacré à l'impact de la crise économique sur l'éducation *Défendre l'éducation en tant que droit humain fondamental*

Six ans de crise économique, surmontée d'une crise de la dette souveraine, auront indéniablement exercé une forte pression sur les budgets publics des pays européens. Les gouvernements européens ont instauré de nombreuses réformes, souvent justifiées par la nécessité de réaliser des coupes budgétaires majeures dans les dépenses publiques.

Depuis 2008, le CSEE surveille en permanence l'incidence de la crise économique sur l'éducation et les systèmes éducatifs en Europe. Le CSEE a mené trois enquêtes sous forme de questionnaires¹ couvrant les périodes 2008-2011 et 2011-2013. Englobant la quasi-totalité des Etats membres de l'UE, ces enquêtes ont permis au CSEE de recueillir des réponses auprès de 45 syndicats d'enseignants répartis dans 27 pays européens. Selon les organisations membres du CSEE ayant participé aux enquêtes, les gouvernements européens **ont procédé à des coupes budgétaires dans le financement de l'éducation** et se sont engagés dans des réformes favorables à la **privatisation du secteur**, mettant en péril l'un des piliers fondamentaux de toute société démocratique, à savoir la possibilité pour chaque citoyen d'accéder à une éducation publique de qualité et gratuite².

Les enquêtes et autres études du CSEE ont révélé que les politiques d'austérité et les restrictions budgétaires, souvent imposées sans consultation des organisations d'enseignants, ont des conséquences directes sur les conditions de travail des enseignants à tous les niveaux du secteur en Europe.

Selon les organisations membres du CSEE, **80 % des pays européens³ ont instauré des réformes dans le secteur de l'éducation** depuis 2008. Dans près de **la moitié des Etats membres de l'UE⁴**, les organisations participantes signalent un **processus de privatisation en cours⁵**. Plus alarmant encore,

¹ Pour référence : CSEE, 05/2013 – [Impact prolongé de la crise sur les enseignant\(e\)s en Europe](#) CSEE, 09/2012 - [Mini-enquête sur l'impact de la crise économique sur la formation des enseignants](#) CSEE 2012 - Crise économique : [Cadre d'action et de campagne du CSEE - Analyse de la mini-enquête](#).

² Etude comparative de trois enquêtes du CSEE sur l'impact de la crise : [la crise et ses effets persistants dur l'éducation depuis 2008](#)'.

³ Les 80 % se réfèrent à 20 pays sur les 26 interrogés depuis 2008 : Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, République tchèque, Espagne, Finlande, France, Grèce, Croatie, Hongrie, Irlande, Italie, Lituanie, Lettonie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Slovaquie et Royaume-Uni. Vous devez préciser le titre de votre enquête, sans quoi des questions vous seront sans cesse posées pour savoir où elle se trouve.

⁴ Depuis 2008 : 11 pays sur les 26 pays participants - Bulgarie, Chypre, Allemagne, Espagne, Finlande, Grèce, Lituanie, Malte, Pologne, Portugal et Royaume-Uni. Depuis 2011, 2 pays supplémentaires ont lancé des processus de privatisation : l'Irlande et la Roumanie.

⁵ Lorsqu'ils évoquent la privatisation, les organisations membres du CSEE interrogées font allusion au processus de réformes en cours dans les différents secteurs de l'éducation - préprimaire et primaire en Pologne, enseignement supérieur en Roumanie et en Espagne, pré-universitaire à Chypre, formation des enseignants et éducation de la petite enfance en Irlande, programmes d'apprentissage tout au long de la vie aux Pays-Bas, participation public-privé indirecte en France et secteurs des services d'éducation en Espagne et au Royaume-Uni - une situation qui s'accélère d'autant plus en raison de la crise économique.

L'avenir de la profession enseignante

tous les pays soumis à des réformes favorisant la privatisation ont connu des réductions budgétaires suite à la crise⁶.

Les données récentes d'Eurostat⁷ pour la période 2009-2012 montrent que bon nombre de pays ont réalisé des **coupes drastiques dans leurs budgets consacrés à l'éducation**. Les statistiques révèlent que les dépenses publiques dans le secteur de l'éducation ont chuté par rapport à la moyenne de l'UE et dans la majorité des Etats membres.

- Si l'on observe la **moyenne européenne**, les dépenses publiques consacrées à l'éducation ont enregistré **une baisse globale** de 3,6 % en part relative du PIB de l'UE en 2011 et se sont maintenues à un niveau peu élevé en 2012, soit 5,3 %. Suite à la baisse du PIB en 2012, les dépenses publiques pour le secteur de l'éducation ont encore chuté en valeur réelle.
- La **part de PIB dédiée à l'éducation au niveau des Etats membres a été réduite** dans 14 des 27 pays⁸, les réductions les plus importantes ayant été enregistrées en Roumanie (-27%) et au Portugal (-13 %), et s'est maintenue au même niveau depuis 2011 dans 9 pays⁹. En 2012, la part du PIB investie dans l'éducation n'a augmenté que dans quatre pays¹⁰.

Que ce soit dans les Etats membres ou non membres, l'austérité n'a pas permis de surmonter la crise : elle a affaibli la demande et donc empêché le début d'un nouveau cycle de croissance.

Selon l'étude comparative du CSEE réalisée à partir des trois enquêtes menées entre 2008 et 2013, **la dégradation des conditions de travail et d'emploi des enseignants**, associée aux coupes dans les dépenses publiques, a eu un **impact direct sur la qualité de l'éducation**.

Par ailleurs, les coupes et autres tassements budgétaires appliqués aux systèmes d'éducation ont eu des répercussions sur les étudiants et leurs familles, réduisant à la fois les perspectives et les opportunités de la jeune génération en Europe. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), les preuves s'accumulent pour démontrer¹¹ que les choix idéologiques prônant la privatisation et la commercialisation de l'éducation contribuent à accentuer les discriminations, la fragmentation sociale et le creusement des inégalités - les plus touchés étant les citoyens les plus démunis.

C'est la raison pour laquelle le volet social demeure le plus alarmant, au vu de l'accroissement rapide de la pauvreté et de l'exclusion sociale. **Cette évolution a engendré une multiplication des conflits sociaux** notamment dans le cadre des réformes du dialogue social. Cette situation intervient également dans un contexte où certains pays d'Europe ne respectent pas les droits syndicaux fondamentaux des enseignants, forçant les syndicats de l'éducation nationaux à agir en l'absence de

⁶ Seules exceptions, l'Allemagne, Malte et la Pologne.

⁷ Les données Eurostat sur les dépenses générales des gouvernements (Classification des fonctions des administrations publiques - COFOG) peuvent être consultées [ici](#).

⁸ Notamment : BG, CZ, DE, ES, CY, LV, LT, HU, PT, RO, SL, SK, FI, UK.

⁹ Etats membres n'ayant enregistré aucun changement de 2011 à 2012 : BE, IE, EL, FR, IT, NL, AT, PL, SE. Toutefois, ces pays ont connu des coupes budgétaires au cours des années précédentes, les plus importantes ayant été observées en Grèce (-7 % de variation de 2009 à 2010, en Italie (-6,7 % de 2011 à 2012) et en Suède (-4,2 % de 2009 à 2010).

¹⁰ Notamment : DK, EE, LU, MT.

¹¹ Publication de l'OIT : « *Le modèle social européen en temps de crise et d'austérité politique* », Genève, 2014. Résumé de synthèse [disponible ici](#).



L'avenir de la profession enseignante

toute reconnaissance institutionnelle et exposant, dans certains cas, leurs affiliés à des menaces juridiques, voire physiques.¹²

Aller de l'avant : actions syndicales pour sortir de la crise

Convaincu que l'unique moyen dont dispose l'Europe pour se relever de cette crise économique, sociale et professionnelle sans précédent est de mettre un terme aux politiques d'austérité et de proposer des politiques économiques alternatives, le CSEE défend à la fois les enseignants, les éducateurs et l'éducation de qualité pour tous. Parallèlement, le CSEE a proposé des moyens de progresser, notamment en ciblant les investissements, la création d'emploi, y compris les nouveaux emplois pour les jeunes diplômés, afin de contribuer au développement d'une économie basée sur le savoir et de favoriser l'inclusion sociale.

Le CSEE et ses organisations membres ont organisé des campagnes et exprimé mutuellement leur soutien et leur solidarité, en particulier aux pays où les droits syndicaux et l'éducation publique sont menacés. Récemment, le CSEE a réalisé un [film documentaire](#) destiné à sensibiliser les responsables politiques. Au travers de son [Cadre d'action et de campagne pour lutter contre la crise économique](#), le CSEE a soutenu un grand nombre d'actions menées par ses organisations membres aux quatre coins de l'Europe. Il a exprimé sa solidarité, notamment en participant à des réunions avec les gouvernements nationaux pour soutenir les appels lancés par ses organisations membres en vue de faire respecter le dialogue social et les droits syndicaux, et mettre un terme aux coupes dans les budgets de l'éducation.

Le CSEE [a mobilisé ses organisations membres en faveur de l'éducation de qualité](#) et a exprimé la voix de tous les enseignants et formateurs d'Europe en relayant leurs messages auprès de la Commission européenne, du Conseil de l'Europe et du Parlement européen. A cette fin, le CSEE s'est attaqué aux défis que pose le processus de gouvernance économique européen, lequel exerce une influence majeure depuis le début de la crise économique.

Par l'entremise de sa [Position sur les recommandations spécifiques par pays \(RSP\)](#) et de son [Message concernant l'investissement dans l'éducation](#), le CSEE a proposé que l'éducation soit exclue du calcul du déficit public et de la dette dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance pour l'Europe et a souligné que toute réforme applicable à l'éducation et à la formation doit être accompagnée d'un financement public suffisant et durable. Il a également réaffirmé le rôle essentiel des enseignants dans les réformes éducatives ainsi que la participation cruciale des partenaires sociaux de l'éducation à tous les niveaux.

Ressources

¹² CSEE, [Site Internet Solidarité](#).



L'avenir de la profession enseignante

Crise économique - Cadre d'action et de campagne du CSEE

- Film documentaire du CSEE : « [When Europe forgot its homework: Education in crisis](#) » - projection en avant-première en septembre 2014.
- [Les organisations membres du CSEE se mobilisent pour l'éducation de qualité - Les 10 messages clés : « Les points à améliorer pour une éducation de meilleure qualité en Europe » - 2013-2014](#)
- [Site Internet du CSEE sur la crise de l'éducation](#),
- [Études comparatives du CSEE « La crise et ses effets persistants sur l'éducation depuis 2008 », 2014](#)
- [Enquête du CSEE - L'impact prolongé de la crise sur les enseignant\(e\)s en Europe, 2013](#)
- [Analyse d'une mini-enquête sur l'impact de la crise économique sur la formation des enseignant\(e\)s dans l'Union européenne, 2012](#)
- [Crise économique - Cadre d'action et de campagne du CSEE - Analyse de la mini-enquête, 2012](#)

Positions récemment adoptées par le Bureau/Comité du CSEE :

- [Message du CSEE au nouveau Parlement européen, à la nouvelle Commission européenne et aux futurs Conseils Affaires générales et Education, ainsi qu'à présidence italienne - Investir dans l'éducation, juillet 2014](#)
- [Position du CSEE concernant les RSP sur l'éducation et la formation, juin 2014](#)
- [Déclaration du CSEE sur la stratégie Europe 2020, juin 2014](#)
- [Déclaration du CSEE sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, avril 2014](#)
- [Déclaration du CSEE sur les propositions de la Commission européenne dans le cadre du Semestre européen 2012, juin 2012](#)

Résolutions adoptées en novembre 2012 par la Conférence du CSEE

- [Résolution sur la crise économique et financière DE ES RU](#)
- [Résolution sur la profession enseignante DE ES RU](#)
- [La lutte contre la crise, une contribution essentielle de l'enseignement supérieur et de la recherche DE ES RU](#)
- [Résolution sur la privatisation et l'inégalité dans l'éducation DE ES RU](#)

Plus informations

- Internationale de l'Éducation : [Étude sur les tendances en matière de liberté syndicale et de négociation collective dans le secteur de l'éducation depuis la crise financière 2008-2013](#), Nora Wintour, septembre 2013
- Internationale de l'Éducation : [Relations entre gouvernements et syndicats d'enseignants dans le contexte des réformes de l'éducation](#), Nina Bascia et Pamela Osmond, Ontario Institute for Studies in Education, Université de Toronto, septembre 2013
- Circulaire du CSEE 01/2014 : [Les dépenses consacrées à l'éducation constituent un investissement : le point par pays pour l'année 2013](#)
- Circulaire du CSEE 3/2012 : [Financement de l'éducation et de la formation des adultes](#)
- Lettre du CSEE 4/2011 : [Comité du CSEE - Gros plan sur la crise](#)
- Circulaire du CSEE 3/2011 : [Les crises et l'éducation](#)
- Lettre du CSEE 3/2011 : [Suivi de l'action du CSEE en vue de lutter contre l'impact de la crise économique sur le secteur de l'éducation](#)